

# QUAND LA CROISSANCE RÉSISTE AUX CHOCS EXTÉRIEURS

**Malgré la chute des cours du pétrole, la croissance gabonaise révèle une résilience inattendue, que les analystes attribuent à la vitalité des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'aux mesures correctives prises par le gouvernement.**

**B**ien malin qui pouvait, à la fin du premier semestre, déterminer le taux de croissance du Gabon pour l'année 2015 tant les données de l'environnement international étaient fluctuantes. Les simulations n'ont pourtant pas manqué. Alors que les hypothèses initiales tablaient sur un taux de 6,7 %, les analyses de la Banque centrale couplées à celles du gouvernement conduisirent à tempérer cet optimisme. En même temps que le gouvernement révisait à la baisse le budget de l'État pour l'adapter aux pertes de recettes dues à la chute des cours du pétrole, le Comité monétaire et financier national se réunissait le 3 mars à Libreville pour plancher sur les perspectives de croissance du pays : « *Au cours de cette réunion, nous avons tous confirmé la solidité de la croissance de l'économie gabonaise. En 2014, les prévisions de croissance étaient de 4,3% et la Banque centrale a fait ressortir une croissance de 5,1 %* ». Le ministre de l'Économie a également indiqué qu'il importait d'effectuer les ajustements budgétaires pour maintenir la viabilité des finances publiques : « *Pour 2015, nous avons à peu près les mêmes prévisions de croissance du PIB sur la base des ajustements que nous avons eu à prendre, soit environ 4,8 %*. Et la Banque centrale fait ressortir une croissance de 4,7 % pour le Gabon en 2015. » En somme, malgré la chute des cours du pétrole, le Gabon devrait maintenir une croissance autour de 5 % en 2015 comme en 2016.

Cette résilience face aux chocs extérieurs est surtout due à la tenue honorable des autres compartiments de l'économie gabonaise, notamment des secteurs secondaire et tertiaire, dont la participation à la formation du PIB est loin d'être symbolique. Au-delà des activités d'exploitation et d'exportation du secteur extractif qui génèrent l'essentiel des richesses, le secteur secondaire, avec une relative vitalité, participe à la croissance dans ce contexte de détérioration des termes de l'échange. Selon une analyse de conjoncture de la Banque africaine de développement, le secteur secondaire

bénéficie des bons résultats de l'activité de raffinage (+22,7 %) ainsi que de l'industrie du bois (+10,5 %), tandis que le BTP marque un recul (-4,5 %). De nouvelles industries de transformation du bois sont en essor depuis l'arrêt des exportations de grumes en 2010 : pratiquant le tranchage et le sciage du bois, elles produisent des placages déroulés. Quant au secteur tertiaire, qui regroupe les services, il a tiré avantage du dynamisme du secteur

*Malgré la chute des cours du pétrole, le Gabon devrait maintenir une croissance autour de 5 % en 2015 comme en 2016.*

secondaire : selon diverses statistiques officielles, les transports et communications ont enregistré une croissance de 6,2 %, le commerce de 9,2 % et les autres services de 8,1 %, alors que le secteur des télécommunications poursuit son expansion.

Dans un contexte où la croissance est en berne, elle a besoin, pour rebondir, que les autorités mettent en œuvre des mesures correctives structurelles volontaristes. Outre la relance de la production quantitative de pétrole par l'attribution de nouveaux puits (*lire l'article Hydrocarbures*), le Gabon devra également agir sur d'autres compartiments de l'économie tels que l'industrie forestière, qui demeure le premier gisement d'emplois, générant 1,3 % du PIB et 5,8 % des exportations en 2014, mais qui reste peu compétitive par rapport aux pays voisins. Le gouvernement a donc entrepris de diversifier ses destinations de produits forestiers en tenant compte du fait que la non-signature par le Gabon de l'APE (Accord de partenariat économique) avec l'Union européenne, jusque-là principal client, s'est traduite par une hausse des droits d'entrée qui s'applique aux importations de contreplaqués. Les principaux industriels du secteur qui en pâtissent sont les groupes Rougier, Thebault, SNBG, Corà Wood Gabon, etc.

Les mêmes analystes soulignent la nécessité pour les autorités gabonaises de stimuler la consommation intérieure pour atteindre des chiffres de croissance plus ambitieux et réduire la dépendance vis-à-vis du secteur extractif qui, avec le bois, compose 99 % des exportations du pays. « *Si 2013 et 2014 se caractérisaient par une demande intérieure active dont ont bénéficié prioritairement les secteurs hors pétrole, en contraste, depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2014 et début*

2015, on constate une tendance à l'affaiblissement de la demande des ménages et à la réduction drastique des commandes publiques provoquée par le resserrement budgétaire en cours », indiquent-ils.

Pour autant, comme le souligne l'Observatoire de l'économie africaine (African Economic Outlook 2015), cette volatilité de la situation est loin de noircir durablement l'horizon. Les conjoncturistes se fondent surtout sur les analyses des agences de notation, qui restent optimistes même si elles tirent la sonnette d'alarme sur quelques indicateurs : « *Les agences de notation de la dette souveraine du Gabon apprécient diversement les perspectives du pays. Fitch Ratings, dans un avis donné en décembre 2014, estime que le prix du pétrole pourrait continuer à baisser en 2015 et se traduire par l'augmentation de la dette publique, le ralentissement de la croissance et la baisse du budget annuel. La notation du Gabon pourrait passer de stable à négative. Pour Moody's, en revanche, l'économie gabonaise conserve une bonne perspective grâce à son environnement macroéconomique stable et à la capacité du gouvernement à maintenir un faible niveau d'endettement malgré la hausse de la dépense publique et l'érosion des revenus pétroliers dans les années à venir.* » Autant dire qu'un rebond de croissance n'est pas loin.

François Bambou